

11. Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé d'un maire, soit monsieur Paul-Armand Tremblay, et de six (6) conseillers désignés comme suit:

Siège no 1: Fernand Duchesne;
Siège no 2: Clément Desbiens;
Siège no 3: Benoit Brassard;
Siège no 4: Oscar Noël;
Siège no 5: Claude Gagné;
Siège no 6: Roger Gagné.

Au cas d'incapacité d'agir pour l'une quelconque de ces personnes désignées, la vacance sera remplie conformément à la loi;

12. Jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, le conseil de la nouvelle municipalité tiendra ses séances au lieu actuel des séances du conseil du village de Saint-André, la première séance régulière devant avoir lieu le samedi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes, sinon à toute autre date déterminée par le ministre des Affaires municipales;

13. La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1970 et les élections générales subséquentes le premier dimanche de novembre de chaque année. La durée du mandat des membres du conseil sera de deux (2) ans. Les sièges des conseillers sont numérotés de un (1) à six (6);

14. Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité du village de Saint-André.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi de la fusion volontaire des municipalités.

Le sous-ministre des affaires municipales,
31990-o RICHARD BEAULIEU.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193),

11. Until the first general election, the interim Council shall consist of a Mayor, that is Mr. Paul-Armand Tremblay, and six (6) aldermen designated as follows:

Seat No. 1: Fernand Duchesne;
Seat No. 2: Clément Desbiens;
Seat No. 3: Benoit Brassard;
Seat No. 4: Oscar Noël;
Seat No. 5: Claude Gagné;
Seat No. 6: Roger Gagné.

Should one of the persons named above become incapacitated, the vacancy shall be filled according to the law;

12. Until a decision is made to the contrary, the meetings of the Council of the new municipalities shall be held at the present meeting place of the Council of the Village de Saint-André, the first regular meeting to be held on the Saturday following the coming into force of the letters patent, or at any other date fixed by the Minister of Municipal Affairs;

13. The first general election shall be held on the first Sunday of November 1970 and subsequent general elections shall be held on the first Sunday of November, each year. The term of office of council members will be two (2) years. The seats of the aldermen shall be numbered from one (1) to six (6);

14. The Secretary-Treasurer of the former municipality of the Village of Saint-André shall become the Secretary-Treasurer of the new municipality.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the issuing of the letters patent hereabove is given in conformity with section 13 of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act.

RICHARD BEAULIEU,
31990 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,
GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) enacts

édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la cité de Pierrefonds, par sa requête en date du 11 août 1969, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur, à l'effet de modifier sa charte en changeant la version française de son nom corporatif « cité de Pierrefonds » en celui de « ville de Pierrefonds »; en rescindant les articles 31 et 34 de sa charte (chapitre 110 des lois de 1958-59) pour les remplacer par les articles 372 et 485 de la Loi des cités et villes; et en retranchant de sa charte les articles 21, 22 et 47;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3213, en date du 22 octobre 1969, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Pierrefonds, en date du 11 août 1969, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, que soit changée la version française de son nom corporatif « cité de Pierrefonds » en celui de « ville de Pierrefonds »; que soient rescindés les articles 31 et 34 de sa charte (chapitre 110 des lois de 1958-59) pour les remplacer par les articles 372 et 485 de la Loi des cités et villes; que soient retranchés de sa charte les articles 21, 22 et 47.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

Les présentes lettres patentes entreront en vigueur lors de la date de publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le sous-ministre des affaires municipales,

31990-o RICHARD BEAULIEU.

Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 6 octobre 1969, par le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, comté de Napierville-Laprairie, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 20 novembre 1969, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-

that the Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of the council of a municipal corporation governed by said Act, may issue letters patent amending the charter of such corporation by replacing therein certain provisions by those of the Cities and Towns Act which correspond thereto;

WHEREAS the Council of the City of Pierrefonds, by its petition dated August 11, 1969, requests that letters patent be issued in its favour, amending its charter by changing the French version of its corporate name, "cité de Pierrefonds" to "ville de Pierrefonds"; by rescinding sections 31 and 34 of its charter (chapter 110 of the Acts of 1958-59) and replacing them by sections 372 and 485 of the Cities and Towns Act; and by striking from its charter sections 21, 22 and 47;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3213, dated October 22, 1969, We accede to the petition of the Council of the city of Pierrefonds, dated August 11, 1969, and We declare and order, by these letters patent which shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the French version of its corporate name, "cité de Pierrefonds", be changed to "ville de Pierrefonds"; that sections 31 and 34 of its charter (chapter 110 of the Acts of 1958-59) be rescinded and replaced by sections 372 and 485 of the Cities and Towns Act; that sections 21, 22 and 47 be struck from its charter.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirteenth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,

Associate-Assistant Secretary of the Province.

These letters patent shall come into force on the date of publication in the *Québec Official Gazette*.

RICHARD BEAULIEU,

31990 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution passed on October 6, 1969, by the municipal Council of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, county of Napierville-Laprairie, and pursuant to the provisions of section 130 of the municipal Code, he has decreed, on November 20, 1969, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, county of Napier-